

Consolidation budgétaire et fédéralisme en Belgique

Re-Bel, 11 mars 2024

Prof. Dr Damien Piron (ULiège)

damien.piron@uliege.be



LIÈGE université

**Droit, Science Politique
& Criminologie**

Introduction : actualité de la problématique

NBB Economic Review
2022 / #19

How sustainable are the finances of the federal government, the regions and the communities in Belgium ?

by D. Cornille, M. Deroose, H. Godefroid, W. Melyn, P. Stinghambert and S. Van Parys



 National Bank of Belgium
Eurosystem

ÉCONOMIE • BELGIQUE

Pour la Wallonie, l'électrochoc du risque de faillite

L'hypothèse d'une banqueroute de la région belge, en particulier sur la base d'un rapport de la Cour des comptes qui estime que la dette locale pourrait atteindre 45 milliards d'euros en 2026, fait fortement réagir le monde politique.

Par Jean-Pierre Stroobants (Bruxelles, Correspondant)

Publié le 15 novembre 2022 à 09h32, mis à jour le 15 novembre 2022 à 19h35 · Lecture 6 min.

[Ajouter à vos sélections](#)

Article réservé aux abonnés



Le ring (périphérique) de Charleroi en Wallonie (Belgique), le 7 septembre 2022. JEAN-MARC QUINET / BELPRESS/MAXPPP

Il y a des images qui font mal, comme celle de ce Ring ouest, le périphérique qui conduit chaque jour des milliers d'employés wallons vers Bruxelles : la route est défoncée jusqu'à ce qu'elle atteigne le territoire de la région flamande, puis devient impeccablement goudronnée. Un contraste éloquent entre une région toujours à la recherche de son redressement et une autre qui trône dans le classement des régions européennes les plus riches.

 LARCIER Ouvrages de Larcier
LES GRANDS ARRÊTÉS DU DROIT ADMINISTRATIF
Acheter maintenant

 LARCIER Ouvrages de Larcier
LES GRANDS ARRÊTÉS DU DROIT ADMINISTRATIF
Acheter maintenant

CONTENUS SPONSORISÉS PAR O
 PUBLICIS LE MAG FINANCIER
Bourse : s'envoler

Introduction : actualité de la problématique

- **3 arguments principaux :**

- 1) Relativiser le « poids » de l'endettement public
- 2) La réforme du PSC : une occasion manquée
- 3) La coordination budgétaire : la quadrature du cercle

1) Relativiser le « poids » de l'endettement public

- **Dette/PIB** : un indicateur (très) imparfait
 - Stock/flux
 - Absence de valorisation des actifs publics
 - N'indique rien sur la capacité *effective* de financement des pouvoirs publics
- **Pas de lien automatique** entre dette publique élevée et problème de financement
 - **Ex** : Japon
- **Pas de problème d'accès** de la Belgique (ou de ses composantes) aux marchés financiers
 - **Au contraire** : taux négatifs, bons d'État
- **Conclusion** : la politique monétaire et l'architecture financière importent davantage que le taux d'endettement public



2) La réforme du PSC : une occasion manquée

- **Tendance** ? Mainmise UE accrue sur politiques macroéco. : UEM, réformes post-crise, RRF (conditionnalité, suivi & CSR)
- **Réforme du PSC**
 - Indicateur unique : **dépenses primaires nettes** → *Quid des recettes ?*
 - Analyse de soutenabilité : **pas un instrument neutre** → Controverses méthodo. (orientation pro-austéritaire) et influence politique
- La soutenabilité *budgétaire* est-elle **environnementalement** soutenable ?
 - **3 dimensions imbriquées** : consolidation, croissance et transition écologique → **Investissement “vert”/productif**
 - **Quelle priorisation ?** Transition écologique **compatible** avec rigueur et croissance ?



3) La coordination budgétaire : la quadrature du cercle ?

- **Transposition du TSCG (2013)** : CSF comme « institution budgétaire indépendante » → évaluation (et sanction)
 - *Contradictio in terminis* ?
 - **Absence d'accords de coopération** budgétaires
- Vers une **réforme** du financement des entités fédérées ?
 - Absence de prise en compte de la **dimension écologique** dans les paramètres de financement (ex : « responsabilisation climat »)
- Historiquement, **l'assainissement se fait à travers la LSF (3^e et 6^e RE)** : transfert partiel de moyens, paramètres d'indexation, participation à l'assainissement, etc.



Conclusion – Ouverture

- **Faut-il (déjà) désobéir** aux nouvelles règles budgétaires européennes?
 - Quelle évaluation du nouveau cadre ?
- Quelle articulation entre **assainissement** budgétaire et **investissement public (vert)** lors de la législature à venir ?
 - Quelle(s) priorité(s) ? Comment les financer ?
- **Quel pacte budgétaire interfédéral** à l'issue des élections de 2024 ?
 - Faut-il réformer la LSF/le CSF ? Si oui, comment ?

Quelques références

- Piron, D. (2013a) ‘Le cadre institutionnel de l’assainissement des finances publiques en Belgique’, *Bulletin de documentation*, 73(3), pp. 139–180.
- Piron, D. (2013b) ‘Rôle et influence de la section “Besoins de financement des pouvoirs publics” du Conseil supérieur des Finances’, *Pyramides*, 25(1), pp. 123–153.
- Piron, D. (2019) *Gouverner les régions par les finances publiques – Européanisation, fédéralisation et néolibéralisme en Belgique*. Bruxelles: Larcier.
- Piron, D. (2022) ‘The Special Financing Law: Tax competition and fiscal consolidation at the heart of Belgium’s material economic Constitution’, in G. Grégoire and X. Miny (eds) *The Idea of Economic Constitution in Europe*. Leiden: Brill, pp. 659–686.
- Piron, D. (forthcoming) ‘Governing public investment in Europe: the politics of off-balance-sheet policymaking, the rise of Eurostat and contrasted regional policies in Belgium’, *Competition & Change*.
- Piron, D. and Evrard, Z. (eds) (2023) *Le(s) néolibéralisme(s) en Belgique – Cadre macroéconomique, applications sectorielles et formes de résistance*. Louvain-la-Neuve: Academia.

Consolidation budgétaire et fédéralisme en Belgique

Re-Bel, 11 mars 2024

Prof. Dr Damien Piron (ULiège)

damien.piron@uliege.be



LIÈGE université

**Droit, Science Politique
& Criminologie**